La Grèce vit des jours tragiques. Ce lundi 23 juillet, un feu s'est rapidement étendu à diverses zones à l'Est de l'Attique – la région d'Athènes – traversant des zones résidentielles et causant un désastre sans précédent : 81 morts au moment de la rédaction de cet article, de nombreux disparus, des centaines de maisons totalement brûlées laissant de nombreuses personnes sans abris.

Cette tragédie est issue d'une combinaison de plusieurs facteurs.

Les forêts méditerranéennes, particulièrement les forêts de pins, sont particulièrement propices aux feux de forêt. Il s'agit même de leur principal mécanisme de régénération naturelle. En Grèce cependant, avoir une maison dans une pinède en bord de mer semblait être le lieu de vacances idéal. Par conséquent, une spéculation immobilière endémique et anarchique concernant les zones forestières s'est avérée être l'un des traits caractéristiques du développement urbain moderne en Grèce.

Il en a résulté de vastes zones bourrées de maison sans aucun aménagement, avec des rues et des routes inadéquates (ne laissant aucune place pour les véhicules de secours), sans sortie d'urgence, avec des maisons construites sous des pins particulièrement inflammables. Des quartiers entiers capables de se transformer en véritable piège mortel pour leurs habitants.

Parallèlement, le milieu de l'immobilier et de la construction exerce une pression constante pour que ces zones ne soient pas reconnues comme des territoires forestiers protégés, afin qu'ils puissent être utilisés pour l'exploitation minière ou de grands projets touristiques. L'une des exigences du « milieux des affaires » en Grèce a été d'accélérer le processus de « non déclaration » du territoire forestier, ce qui constitue sans aucun doute une incitation aux incendies criminels.

Le changement climatique a aussi été un facteur déterminant. Des conditions météorologiques extrêmes et en particulier une combinaison de chaleurs très fortes et de puissants vents locaux, avec des rafales de vent atteignant 120 km/h, deviennent plus fréquentes. Ces conditions météorologiques étaient précisément celles-ci dans cette zone de l'Attique.

L'austérité et les mesures imposées par les créanciers de la Grèce dans le cadre du tristement célèbre (et infâme) « Mémorandum » ont fait beaucoup de dégâts sur la protection civile en Grèce. Les camions de pompiers ont plus de 15 ans. Près de 25 % des véhicules de pompiers sont hors service et dans des ateliers de réparation. On manque de pneus pour ces véhicules. Les pompiers s'achètent eux-mêmes une partie de leur équipement et il y a beaucoup de pénuries de personnel chez les sapeurs-pompiers.

Dans le même temps, des décisions antérieures, comme celle de 1998 de retirer au Service forestier la responsabilité de la question des feux de forêt, pour la confier entièrement aux pompiers, ont conduit à ce que la suppression des incendies soit séparée de la question plus large de la gestion et de la protection des forêts.

Le manque de préparation a joué un rôle important dans la tragédie. Bien que le gouvernement grec ait présenté la situation comme échappant à tout contrôle, il n'y avait en réalité aucun plan de protection civil.

Depuis les feux mortels de 2007 en Grèce et aussi après les expériences de feux de forêt dans d'autres pays, notamment au Portugal, nous savons que le danger le plus grand est

un feu de forêt avançant rapidement dans une zone résidentielle, surprenant les gens dans leurs voitures, ou alors qu'ils tentent de fuir. Cela nécessite des plans d'évacuation des zones en danger détaillés et testés, ainsi que des mécanismes d'alerte rapide. Bien que les directives générales de protection civile en aient souligné la nécessité, pas un seul plan n'a été mis en place.

Nombre de ces problèmes sont déjà anciens. Des désastres précédents comme les incendies de 2007 (quand le feu a même balayé certaines parties du site archéologique d'Olympie) n'ont pas mené aux changements radicaux nécessaires. La spéculation foncière de ce type n'est pas nouvelle. Le manque de planification est un vieux problème des autorités locales.
Cependant, la part de responsabilité de SYRIZA est énorme. Le gouvernement mené par Alexis Tsipras a appliqué avec succès des lois d'austérité, mais a été incapable de se préparer pour faire face à de tels désastres.

Ce gouvernement ne s'est épargné aucun effort pour réaliser les coupes nécessaires dans les budgets publics afin de dégager un excédent budgétaire, mais n'en a pas fait autant pour mettre en place des plans d'évacuation ou pour contenir ce type particulier de feu de forêt. Ce gouvernement a surveillé attentivement les coupes budgétaires de la protection civile, comme il l'a fait avec l'enseignement et la santé.

Contrastant avec le manque de planification et de coordination du gouvernement tant au niveau national que local, les pompiers, les sauveteurs, les médecins et des infirmières ont fourni un effort extraordinaire pour faire face à une situation très difficile, allant souvent au-delà de leurs propres limites.

Dans le même temps, nous avons vu une vague de solidarité sans précédent. Des files d'attente gigantesques se sont formées devant les hôpitaux de personnes désirant faire don de leur sang. Des montants très important d'aide ont rapidement été rassemblés. Nombreux sont ceux qui se sont portés volontaire pour aider. Cette solidarité ne connaissait aucune frontière. Des pêcheurs égyptiens ont sauvé des gens qui étaient tombés à la mer pour échapper au feu. Des réfugiés kurdes et afghans ont donné leur sang et des immigrés pakistanais se sont portés volontaires pour apporter leur aide.

Dans une période si tragique, marquée par la mort et la dévastation mais aussi par la colère contre l'incapacité du gouvernement à faire face à la situation et aux conséquences de l'austérité imposée par l'UE, une telle solidarité est la seule source d'espoir.